

BILLET DE BLOG 28 janvier 2020

L'Australie en flammes : impacts climatiques et réponses politiques

Auteur

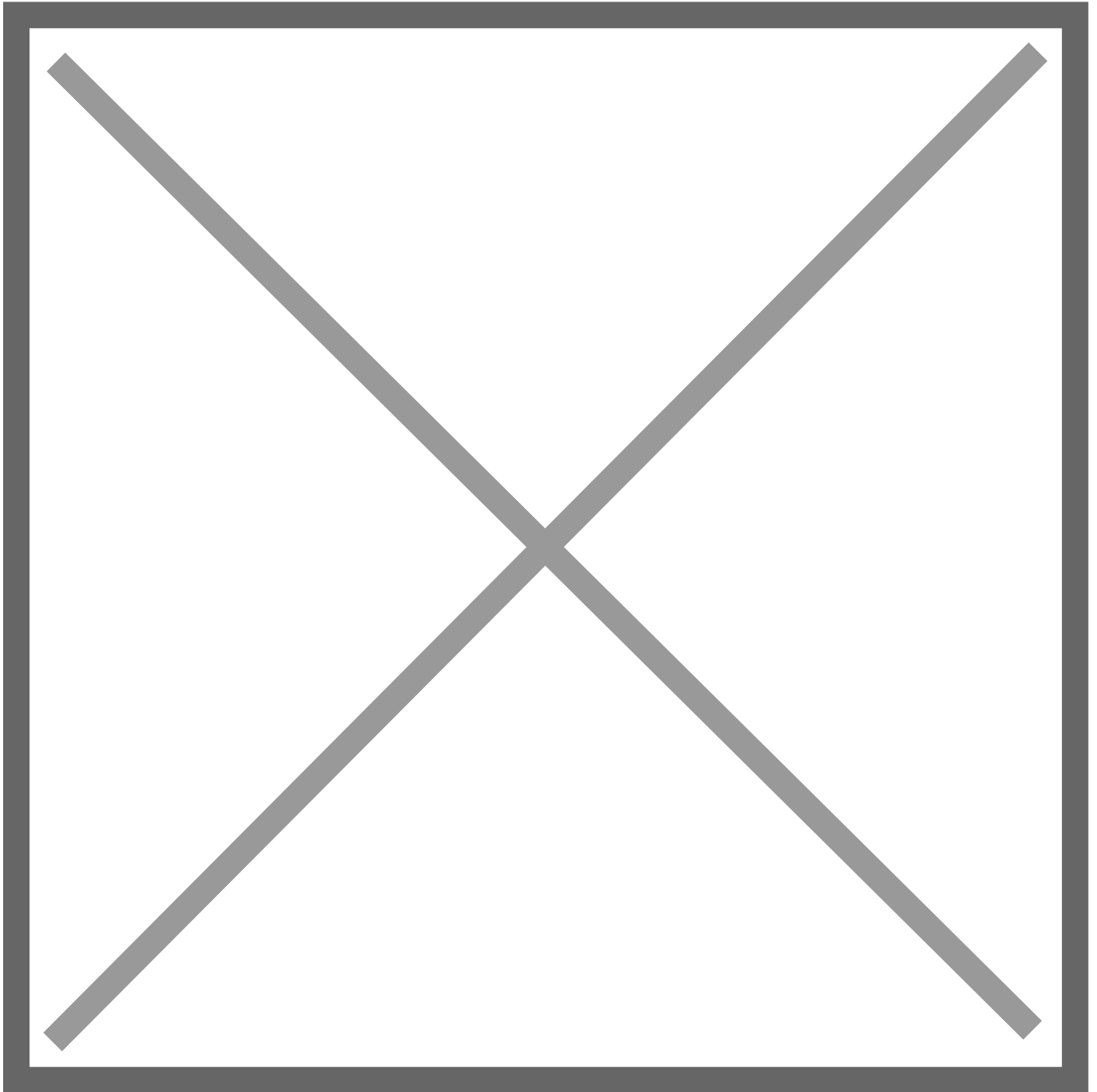
Thomas Spencer

Chercheur associé

 Temps de lecture: 5 min

De terribles incendies se sont emparés de grands pans de l'Australie. Ils sont un signe avant-coureur des risques liés au changement climatique, même pour les sociétés les plus riches. Selon le [Bureau australien de météorologie](#), 2019 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en Australie. Les températures nationales ont été supérieures de 1,52°C et les précipitations nationales inférieures de 40 % à la moyenne à long terme. Rien qu'en Nouvelle-Galles du Sud, [5,2 millions d'hectares ont été brûlés](#), un record, et la saison des incendies n'en est qu'à mi-parcours. Les conséquences humaines et économiques de ces incendies sont déjà considérables. Les Australiens ont entrevu l'avenir, et il n'est pas beau à voir, affirme Thomas Spencer, chercheur associé à l'Iddri, Australien et vivant et travaillant en Inde. Dans ce contexte, quelles sont les perspectives d'un changement de la politique climatique australienne ?

Le gouvernement fédéral affirme qu'il est en voie d'atteindre l'objectif d'émissions que l'Australie a adopté dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Toutefois, les propres [projections du gouvernement en matière d'émissions](#) indiquent clairement que l'Australie sera encore loin de son objectif d'émissions pour 2030 (voir figure, en anglais).



Source : Australian Government Department of the Environment and Energy, 2019.

C'est pourquoi l'Australie figurait parmi les partisans d'un assouplissement des règles de comptabilisation des émissions lors de la COP 25 l'année dernière à Madrid. Le gouvernement veut utiliser les crédits « reportés » résultant du dépassement de ses objectifs précédents dans le cadre du protocole de Kyoto afin d'atteindre ses objectifs d'émissions dans le cadre de l'Accord de Paris. C'est l'un des points d'achoppement qui a provoqué l'échec de la COP 25 à parvenir à un accord sur ce sujet, les autres parties ayant refusé d'accepter des règles de comptabilité plus faibles. En effet, la réalisation de l'objectif de l'Accord de Paris par l'Australie repose donc sur l'utilisation de quotas d'émission antérieurs dont la légalité, du point de vue du respect des règles, n'a pas été approuvée par une décision des parties à l'Accord de Paris.

Certains espèrent que ces incendies sans précédent, et l'inquiétude du public qu'ils ont suscitée, conduiront à un changement de position du gouvernement australien.

En 2018, l'Australie était le deuxième exportateur mondial de charbon et le cinquième exportateur de gaz naturel (et le deuxième exportateur de gaz naturel liquéfié, dont les exportations ont plus que doublé entre 2015 et 2018). Les exportations nettes de produits énergétiques de l'Australie représentaient 3,7 % de son PIB en 2017, et près d'un tiers des exportations totales de marchandises de l'Australie, qui se classe au 20e rang mondial en termes de part des exportations de combustibles dans le total des exportations de marchandises, devant le Canada.

Malgré le rôle important des exportations d'énergie comme source de revenus, l'économie australienne n'est pas une économie spécialisée. La part de l'extraction de combustibles fossiles dans le PIB et l'emploi était légèrement supérieure, respectivement, à 5 % et 0,7 % en 2019. L'Australie est une économie diversifiée, flexible et extrêmement riche, et la grande majorité des emplois et de l'activité économique se situent en dehors du secteur de l'extraction des combustibles fossiles.

En outre, les grandes entreprises ont une influence significative sur le paysage politique et médiatique. La News Corp de Rupert Murdoch possède une part importante de la presse écrite et télévisée, et a généralement poursuivi une ligne de scepticisme climatique. En ce qui concerne les incendies, les éditoriaux de News Corp ont colporté des affirmations – réfutées – selon lesquelles les restrictions environnementalistes sur les brûlages contrôlés et la gestion des incendies ont entraîné des charges de combustible excessives dans les forêts australiennes et ainsi causé la gravité sans précédent des incendies.

Dans ce contexte, les bénéfices électoraux d'une politique climatique plus progressiste ne sont pas clairs. Après avoir été à la traîne dans les sondages au cours des deux années précédentes, le Parti libéral a remporté les élections de 2019 grâce à une politique d'inaction, à des fins pratiques, en matière de changement climatique. L'Australie a suivi la tendance observée dans la plupart des démocraties libérales. Le vote de la classe ouvrière rurale à faible revenu s'est de plus en plus tourné vers les partis conservateurs, tandis que celui de la classe urbaine à revenu élevé s'est de plus en plus tourné vers les partis de centre-gauche. Ainsi, le Parti libéral a remporté 23 des 30 sièges du Queensland et 11 des 16 sièges en Australie-Occidentale, les deux États les plus consommateurs de ressources. Cela a suffi à faire pencher la balance.

Les forces qui hantent aujourd'hui les démocraties libérales – l'argent en politique, la polarisation et la banalisation des médias, les clivages entre la classe mondialiste et urbanisée et la classe ouvrière isolationniste, souvent rurale – s'opposent pour le moment à l'action climatique en Australie. Le gouvernement pourrait apporter quelques ajustements cosmétiques à ses politiques. Cependant, il est difficile d'envisager un changement significatif à court terme.

Mais à moyen terme, l'Australie doit changer. Le changement climatique va causer des ravages incalculables dans des secteurs clés comme l'agriculture et le tourisme. Le paysage australien est extrêmement vulnérable : les scientifiques craignent qu'il ne soit déjà trop tard pour sauver de grandes parties de la Grande Barrière de Corail.

L'échec passé de la politique climatique australienne montre la voie à suivre. Les progressistes doivent parler du changement climatique en termes d'identité, de patrimoine et d'opportunités économiques.

Et en effet, l'Australie a d'énormes possibilités, car elle dispose de certaines des meilleures ressources renouvelables du monde et d'industries très innovantes et flexibles. Un monde décarboné aura besoin de grandes quantités de ressources, du lithium, du cobalt, des métaux rares, aux combustibles synthétiques commercialisables à l'échelle mondiale et produits à partir d'électricité renouvelable. D'ici 2050, le monde pourrait avoir besoin de 650 millions de tonnes d'hydrogène vert dans un scénario de décarbonation. Cela représente un marché de 1,95 trillion de dollars. Il n'y a aucune raison pour que l'Australie ne puisse prospérer dans un monde décarboné.

Mais comme le montrent les incendies récents, l'Australie ne peut prospérer dans un monde où le réchauffement atteindrait 3 degrés. Cela est certain.

CLIMATE**BIODIVERSITÉ****AUSTRALIA**